

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

À Bourges, le 19 novembre 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

SOCIÉTÉ CASSIER

Lieu-dit : « La Baronnière »

Communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont

Objet : Demande de modification des conditions d'exploitation concernant la carrière au lieu-dit « La Baronnière »
Communes de Brinon sur Sauldre et Clémont

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 29 mars 2013, Monsieur Michel CHAUVIN, agissant en qualité de directeur général de l'entreprise CASSIER, dont le siège social est rue du chemin de fer, à Argent sur Sauldre, sollicite la modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers qu'il exploite au lieu-dit « La Baronnière » sur les communes de Clémont et de Brinon sur Sauldre, afin d'augmenter la cote de fond de l'extraction.

Par courrier du 29 juillet et du 10 octobre 2014, l'exploitant a apporté des compléments à sa demande en réponse aux courriers de l'inspection des installations classées du 26 mai et du 13 août 2014.

I – PRÉSENTATION DE LA CARRIÈRE

La carrière et l'installation de traitement des matériaux se situent au Sud Ouest de Clémont et au Sud Est de Brinon sur Sauldre. Un plan de localisation est joint en annexe 1.

Elles sont autorisées pour une durée de trente ans par l'arrêté préfectoral n°2003.1.197 du 14 février 2003 modifié par l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 relatif aux garanties financières.

PJ : Annexe 1 : 1 plan de localisation
Annexe 2 : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Copie à : DREAL Centre - SEIR

Le matériau exploité est du sable et des graviers alluvionnaires. L'extraction est réalisée en terrasse, à sec puis en eau, à une profondeur moyenne, établie par rapport au niveau naturel des terrains, de 7 m et à une cote de fond d'exploitation de 139,70 m NGF au maximum.

La superficie totale autorisée est de 231 028 m², pour 206 314 m² exploitables.

La production annuelle autorisée est de 110 000 tonnes en moyenne et de 200 000 tonnes au maximum.

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

L'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003.1.197 du 14 février 2003 modifié porte sur les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

Rubrique	Activités	Classement
2510-1	Exploitation de carrière. Production maximale de 200.000 t/an	A
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais ou autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (soit 215,5 kW)	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux solides Capacité de stockage de 20 000 m ³	D

A : Autorisation D : Déclaration

On notera également, pour mémoire la présence d'un dépôt de 10 m³ de FOD (soit une capacité équivalente de 2 m³ inférieure aux seuils des rubriques 1430 et 1432-2), d'une installation de distribution de FOD de 1 m³/h (soit un débit équivalent de 0,2 m³/h inférieur au seuil de la rubrique 1434-1).

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010, publié le 14 avril 2010, a créé une nouvelle rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la rubrique 2720 « Stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières ».

Les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ont été modifiées par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012. Ce décret soumet au régime de l'enregistrement six secteurs d'activités, dont les installations de broyage, concassage, criblage, etc. (2515) et les stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (2517).

Afin de conserver le bénéfice de leur antériorité (droits acquis), l'exploitant doit avoir effectué, dans un délai d'un an à compter de la publication du décret portant modification de la nomenclature, une déclaration simplifiée d'existence auprès de l'autorité préfectorale.

Par lettre reçue le 13 avril 2011 et par lettre du 18 novembre 2013, l'exploitant a fait une demande auprès de la préfecture pour bénéficier de l'antériorité pour ces trois rubriques. Toutefois, par lettre du 29 juillet 2014, l'exploitant a indiqué que le site n'est pas concerné par l'activité 2720.

Par conséquent, le classement administratif de l'activité du site est le suivant :

Rubrique	Activités	Critère de l'installation	Classement
2510-1	Exploitation de carrière. Production maximale de 200.000 t /an	Néant	A
2515-1-b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW mais inférieure à 550 kW	215,5 kW	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ² , mais inférieure ou égale à 30 000 m ²	20 000 m ²	E

A : Autorisation E : Enregistrement

Pour mémoire l'activité du site relève également des activités non classées (NC) suivantes :

Rubrique	Activités	Critère de l'installation	Classement
1432-2-b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 Représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	2 m ³	NC
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur à 100 m ³	11 m ³	NC

NC : Non Classé

III – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

La modification sollicitée concerne la cote de fond de fouille d'exploitation sur la partie du gisement qui n'a pas encore été exploitée lors des deux premières phases quinquennales. Cette surface représente une superficie de 122 571 m². Cela induit une modification du plan de phasage et des garanties financières.

Une étude, réalisée en juillet 2012, a mis en évidence une épaisseur du gisement supérieure à 12 m. Pour mémoire, l'épaisseur considérée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2001 était de seulement 9 m.

L'exploitant souhaite pouvoir procéder à une exploitation plus en profondeur du gisement. La nouvelle cote de fond de fouille sollicitée est de 133,70 m NGF, au lieu de 139,70 m NGF. Cela correspond à une profondeur estimée du gisement comprise entre 11 et 13 m.

1. Quantité et volume de matériaux à extraire

Les quantités de matériaux à extraire de cette carrière autorisées (article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003.1.197 du 14 février 2003) sont respectivement de 200 000 t/an

au maximum et de 110 000 t/an en moyenne. Elles ont été déterminées sur la base d'un volume total extrait de 1 505 000 m³ et d'une densité de 2.

Il s'avère que le gisement exploité contient plus de fines (10% au lieu de 5%) que ce qui avait été retenu dans le dossier de demande d'autorisation de 2001. Entre 2003 et 2012, l'exploitant a produit 921 500 tonnes de matériaux après traitement, correspondant à un volume extrait de 586 201 m³. Le rendement avait initialement été calculé sur une densité estimée à 2 alors qu'elle n'est que de 1,57.

Dans l'hypothèse où la profondeur moyenne du gisement est portée à 11 m, le volume restant à exploiter est de 1 348 281 m³.

Dans l'hypothèse où la profondeur maximum du gisement est portée à 13 m, le volume restant à exploiter est de 1 593 423 m³.

Compte tenu du volume déjà exploité, cela conduirait à un volume total exploité de 1 934 482 m³ en moyenne et de 2 179 624 m³ au maximum.

La modification sollicitée par l'exploitant se traduit donc par une augmentation du volume extrait comprise entre 400 000 et 700 000 m³.

Toutefois, les quantités maximale et moyenne de matériaux extraits, respectivement de 200 000 t/an et de 110 000 t/an seront toujours respectées.

La modification sollicitée n'est pas de nature à modifier les quantités moyenne et maximale de matériaux extraits de la carrière.

2. Mode d'exploitation

Les matériaux sont actuellement extraits à la pelle et traités dans l'installation de concassage-criblage-lavage présente sur le site.

Dans la perspective d'augmenter la cote de fond de l'extraction, l'exploitant prévoit d'utiliser une pelle hydraulique disposant d'un bras rallongé. En outre, l'exploitant envisage d'installer un convoyeur entre l'installation de traitement et la zone d'extraction.

Cela n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

3. Eaux superficielles et eaux souterraines

Pour mémoire, la carrière se situe dans la moyenne terrasse de la vallée de la Grande Sauldre, à 2,4 km de son lit, et en limite Sud des basses terrasses. Elle concerne les matériaux de cette moyenne terrasse, constitués de silex enrobés dans une matrice sableuse peu argileuse mais très siliceuse.

Aspects hydrologiques

La carrière, située en dehors de toute zone inondable, n'est pas susceptible d'affecter les eaux superficielles.

A noter que le fossé prévu initialement dans le dossier autour de l'aire des installations pour empêcher les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, a été remplacé par un merlon permettant de collecter les eaux de ruissellement.

La modification sollicitée n'est pas susceptible d'impacter l'hydrologie locale.

Aspects hydrogéologiques

Les aquifères concernés par l'exploitation sont ceux des sables et argiles de Sologne et ceux des alluvions du quaternaire (moyennes terrasses). Au droit du site, la nappe est libre et les écoulements se font globalement en direction de la Grande Sauldre, vers l'Ouest. Le niveau piézométrique est situé à 142,50 m, soit 4,50 m sous le niveau du terrain naturel.

La nappe concernée par l'exploitation est utilisée essentiellement pour les usages agricoles. Sous cette nappe, on distingue également la nappe captive des argiles à silex de l'Eocène et, en profondeur, celle des Sables de Vierzon du Cénomanien captée à plus de 200 m.

• Impact sur les captages AEP

Selon le recensement réalisé le 11 septembre 2014, aucun ouvrage de captage des eaux souterraines n'est à usage d'alimentation dans un rayon de 1 km autour de la carrière.

Le seul captage destiné à la consommation humaine alimente la commune de Brinon sur Sauldre. Ce captage est constitué d'un forage profond captant les niveaux aquifères de la nappe profonde des sables du Cénomanien, soit en dessous des argiles à silex. Son périmètre rapproché est limité à quelques dizaines de mètres autour du captage car l'aquifère capté est naturellement protégé des formations superficielles par des couches imperméables.

La modification sollicitée n'est donc pas susceptible d'impacter cet ouvrage.

• Impact sur les puits et forages existants

La mise à nu de la nappe génère une modification de la piézométrie et des écoulements. Ainsi, la présence d'un plan d'eau non colmaté provoque un abaissement du niveau de la nappe en amont immédiat et une remontée en aval. Cet effet est généralement limité à quelques dizaines de mètres mais peut être inversé en cas de colmatage des berges.

Dans le cadre de sa demande de modification des conditions d'exploiter la carrière, l'exploitant a réalisé en mars 2013 un nouvel inventaire des ouvrages dans un rayon d'un kilomètre autour du site à des fins de comparaison avec les ouvrages décrits dans son étude d'impact initiale de 2001. Cet inventaire a été complété le 11 septembre 2014 par une campagne de mesure des niveaux piézométriques sur l'ensemble de ces ouvrages.

Les ouvrages profonds captent des niveaux aquifères en dessous de la nappe des sables et argiles de Sologne concernée par la carrière. Les conclusions de l'étude initiale peuvent donc être reconduites pour la nouvelle cote de fond de fouille de 133,70 m NGF, au lieu de 139,70 m NGF : **l'approfondissement projeté n'aura pas d'impact sur ces ouvrages.**

La cote finale du plan d'eau résiduel ne sera pas modifiée par l'approfondissement de l'extraction : elle sera comprise entre 144 et 145 m NGF. En outre, les conditions initiales de remise en état des berges sont conservées (pentes abruptes pour éviter tout colmatage selon chaque direction de ligne de courant. L'exploitant démontre que les continuités hydrauliques seront assurées et que les circulations souterraines ne seront pas plus ralenties par l'approfondissement de l'extraction. L'impact sur les ouvrages captant la nappe superficielle situés en aval ne sera donc pas accru.

La modification sollicitée n'est donc pas susceptible d'impacter ces ouvrages.

• Impact sur l'étang « Jourdain » (parcelle 191)

L'étang « Jourdain », en aval hydrogéologique de la carrière, est alimenté par les eaux de la nappe des alluvions de la basse terrasse. Ces réseaux d'alimentation sont néanmoins probablement connectés avec ceux des moyennes terrasses concernées par la carrière et une partie du flux de cette nappe est susceptible de transiter par l'étang.

Dans son étude d'impact de 2001, les impacts éventuels de la création du plan d'eau avaient été déterminés :

- Risque d'un accroissement du gradient à l'aval et, à l'extrême, risque de débordement du plan d'eau ;
- Risque d'un rabattement aval local si les berges aval sont colmatées.

L'impact du plan d'eau sur le niveau de l'étang, lié au niveau final de celui-ci et à l'état de colmatage de ses berges, a été jugé non négligeable. En conséquence, l'arrêté d'autorisation prescrit certaines mesures, notamment :

- Des aménagements afin d'éviter le colmatage des berges aval du plan d'eau et le rabattement aval : talutage dans la masse à pente assez forte (45°) en amont et en aval, pas de remblai argileux ;

- Une surveillance mensuelle du niveau du plan d'eau et de celui de la mare pour suivre l'état de colmatage des berges, et de prendre des mesures en cas d'incidence observée (nettoyage par grattage par exemple).

L'exploitant met en œuvre les prescriptions de l'arrêté d'autorisation relatives aux aménagements.

Depuis mai 2006, l'exploitant procède au relevé mensuel du niveau du plan d'eau. Sur les deux dernières années, le niveau du plan d'eau varie d'environ un mètre sur l'année.

En revanche, à défaut de l'obtention de l'accord du propriétaire, l'exploitant ne relève pas le niveau d'eau de la mare (parcelle B n°191). Néanmoins, l'exploitant indique que « le propriétaire n'a rapporté aucune remarque quant à d'éventuelles évolutions du niveau (de celui-ci) depuis le début de l'exploitation ».

La modification sollicitée n'est pas susceptible d'impacter l'étang « Jourdain ».

• Impact sur la qualité des eaux

Dans son étude d'impact de 2001, l'exploitant a pris en compte les impacts constatés lors de la création d'un réaménagement en plan d'eau : régression de la minéralisation (donc de la conductivité), augmentation du pH, de l'O₂ dissous, alcalinisation, dénitrification.

En référence à une étude intitulée « Impact qualitatif des carrières en eau sur les nappes alluviales », publiée en 1987 par le BRGM, l'exploitant a démontré que l'effet de ces impacts est limité à 250 m en aval hydraulique du site.

Dans le cadre de sa demande de modification, l'exploitant s'appuie sur l'étude BRGM R40766 pour justifier que la zone d'action des répercussions sur la qualité de la nappe du fait du colmatage des berges est limitée à une auréole de 300 à 400 m.

L'approfondissement de l'exploitation n'est pas susceptible d'impacter la qualité de la nappe.

4. Faune et flore

La modification sollicitée n'induit pas d'extension du périmètre initial d'autorisation.

Les terrains étaient initialement occupés par des terres de culture à pratiques extensives. Du fait des traitements herbicides, la végétation n'a pas de valeur botanique et ne révèle que des espèces communes. Seuls certains endroits en lisière de forêt et la haie (Chênes pédonculés, épineux) en limite de la parcelle n°1290 apportent un peu de diversité.

En revanche, la valeur ornithologique potentielle du site n'est pas négligeable du fait du contexte bocager et certaines espèces intéressantes sont susceptibles de fréquenter le site (Milan noir, Épervier d'Europe, Hibou petit duc).

La carrière se situe au sein du site Natura 2000 « Sologne ». Dans le cadre de la demande initiale, l'exploitant avait pris en compte une zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique de type II dite ZNIEFF « Sologne du Cher ». Cette ZNIEFF n'a pas été retenue lors du dernier inventaire en 2011.

La haie possédant le potentiel faunistique et floristique le plus important du site a été entièrement conservée. Une nouvelle haie a été créée le long du chemin vicinal n°6.

Actuellement dans le cadre de l'exploitation de la carrière, l'exploitant prend les dispositions pour la lutte contre le bruit, pour la remise en état coordonnée, pour le décapage progressif et en dehors des périodes de nidification et pour la limitation de l'impact sur la biocénose.

La modification sollicitée concernant le périmètre d'autorisation initial n'est pas susceptible d'impacter la faune et la flore.

5. Remise en état

L'exploitation de la carrière conduit à la création d'un plan d'eau aux formes diversifiées, d'un seul tenant et d'une superficie totale de 21 ha. Sa vocation prévisionnelle est notamment

d'assurer une disponibilité d'eau d'irrigation des cultures du secteur combinée éventuellement à certains aménagements de loisir (étang de pêche, loisirs aquatiques légers).

Le réaménagement comporte les caractéristiques suivantes :

- la remise en état de l'aire des installations et du bassin de décantation par nettoyage, remblaiement, nivellement et régalinge de terre végétale ;
- la création d'un plan d'eau d'une superficie de 21 ha aux contours variés et non linéaires ;
- le modelage et le talutage des berges du plan d'eau de 25° à 45°, et notamment un talutage dans la masse à 45° des berges situées en aval et en amont hydrogéologique afin d'éviter tout risque de colmatage ;
- le régalinge des terres végétales sur 0,30 m pour les parties remblayées et les berges, effectué suivant les règles de l'art ;
- des travaux d'engazonnement et de végétalisation effectués suivant les préconisations de l'étude paysagère (modalités de plantation) et le plan technique de l'état final avec des espèces endémiques.

L'approfondissement du plan d'eau ne modifie pas les conditions de remise en état définies dans l'arrêté d'autorisation.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a complété son dossier par une cartographie des berges du plan d'eau actuellement constituées et celles projetées, selon deux coupes. Cette cartographie tient compte de l'approfondissement projeté.

L'inspection des installations classées propose de compléter le plan de remise en état annexé à l'arrêté d'autorisation n°2003.1.197 du 14 février 2003, par ces coupes (cf. article 6 et annexe 2 du projet d'arrêté).

6. Nuisances sonores

Actuellement, la principale source de bruit émane des engins de chantiers, des véhicules de transport et de l'installation de traitement. Pour mémoire, l'état initial des niveaux sonores faisait état d'un environnement de type rural, avec un niveau ambiant moyen de 39 dB(A). Les habitations les plus proches sont situées à 200 m au moins du périmètre autorisé. Afin de garantir le respect du seuil de 70 dB(A) en limite de propriété, l'exploitant a mis en place un merlon faisant écran sonore sur la bande réglementaire des 10 m. En revanche, le respect des émergences n'a pas nécessité de mesures particulières du fait de l'éloignement des habitations.

Le dernier contrôle des niveaux sonores examiné par l'inspection des installations classées a été réalisé en avril 2013. Le rapport conclut sur le respect des émergences et des niveaux sonores en limites de propriété. Les résultats obtenus montrent des valeurs allant de 43 à 44,5 dB(A). Ces résultats sont donc inférieurs à la valeur réglementaire. Il en est de même pour l'émergence fixée à 5 dB(A) dans l'arrêté préfectoral du 14 février 2003, celles relevées lors des mesures varient de 0,5 dB(A) à 3 dB(A).

Les modifications projetées ne semblent pas de nature à engendrer des nuisances sonores supplémentaires. Toutefois, compte tenu de la mise en place d'un convoyeur, l'inspection des installations classées propose de prescrire la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire.

7. Autres impacts

La modification sollicitée par l'exploitant n'est pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances en terme d'impact visuel, de trafic routier, de déchets, ou sur la qualité de l'air.

IV - LE PLAN DE PHASAGE

Le plan de phasage d'exploitation annexé à l'arrêté préfectoral n°2003.1.197 du 14 février 2003 identifie cinq phases successives d'exploitation. Selon l'article 3.4.4 de cet arrêté, l'exploitation doit être conduite conformément à ce schéma.

Or, l'article 2.1.1 du même arrêté relatif aux garanties financières, prescrit que l'exploitation soit menée en six périodes de cinq ans.

Actuellement, l'extraction est en cours de troisième période quinquennale ce qui correspond à la phase 4 du schéma d'exploitation.

Afin de mettre en cohérence phase quinquennale et phase d'exploitation, l'inspection des installations classées propose de modifier le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral n°2003.1.197 du 14 février 2003.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport définit un nouveau plan de phasage (cf. article 7 et annexe 3 du projet d'arrêté).

V – GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site doit être effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004. La formule de calcul utilisée est : $CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + L C3) \text{ €}$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

$\alpha = \text{Index} (1+TVAR) / \text{Index} 0 (1+TVA0)$ avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5 ;

TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA0 : taux de la TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

En cohérence avec l'arrêté d'autorisation qui établissait six périodes quinquennales (de février 2003 à février 2033) et des modifications souhaitées par le pétitionnaire, il convient de redéfinir les garanties financières pour les périodes quinquennales 3 à 6 en cours et à venir (soit de février 2013 à février 2033).

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui d'avril 2014, soit 699,9. Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour les quatre périodes à considérer et propose de retenir les valeurs du tableau ci après :

Période	S1	S2	L	Total en € TTC
3	5,5	2,2	260	196 753
4	6,3973	1,16	560	188 351
5	6,1995	1,1575	545	183 946
6	2,841	3,3	620	211 603

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

VI – SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS

La modification des conditions d'exploitation sollicitée ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

La modification de la cote de fond de fouille d'exploitation sur la partie du gisement qui n'a pas encore été exploitée lors des deux premières phases quinquennales n'est pas susceptible d'engendrer des impacts supplémentaires, en particulier sur les eaux souterraines.

Le tonnage annuel de matériaux extraits reste inchangé.

La remise en état n'est pas modifiée. Elle est complétée par l'ajout de trois coupes.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète du Cher d'autoriser les modifications des conditions d'exploitation prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

L'inspectrice des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à
Madame la préfète du Cher,
Pour le directeur,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre,

Signé

